

Donald Trump : une diplomatie hors codes !



Il faut bien l'avouer : sous des postures de type télé-réalité, le président Trump, parfois, inquiète même ses observateurs intéressés. Puis, à la réflexion, on réalise qu'il y avait quelque chose à comprendre. Trump veut trois choses qu'aucun de ses prédécesseurs ne voulait ou n'a su faire avant lui : ne plus envoyer les fils de l'Amérique se faire tuer pour les lobbies de la guerre aux quatre parallèles du monde et réduire le coût de l'OTAN ; empêcher l'Iran d'acquérir la bombe et de diffuser son djihad chiite en Afghanistan, Bahrein, Irak, Liban, Palestine, Syrie, Yémen ; maîtriser la mondialisation multilatérale et, notamment, la pression commerciale des Chinois.

Ne pas avoir cela à l'esprit c'est s'exposer à ne rien comprendre à la nouvelle politique américaine, sur fond de résistance des lobbies de « l'État profond » (*deep state*) yankee.

France Inter s'est exposé à ce danger en titrant, ce 16 octobre : « [Donald Trump](#), apprenti sorcier de la diplomatie ».

La critique porte essentiellement sur « *sa décision de retirer ses troupes de Syrie [...] aux conséquences [...] désastreuses [...] le résultat d'un fonctionnement instinctif critiqué y compris chez les Républicains* ». Le journaliste éclaire à sa façon la politique étrangère de Donald Trump, ses « *décisions [...] qui ont fait trembler la planète. Quand il a quitté l'accord nucléaire avec l'Iran [...] ou quand il a déplacé l'ambassade américaine à Jérusalem [...] ou encore [...] a entamé cette amitié improbable avec le dictateur nord-coréen Kim Jong-un* ».

Tout ce vocabulaire choisi fausse l'analyse mais il n'est pas utile de perdre son temps sur ces sujets dont la présentation est biaisée par les mots utilisés. Donald Trump avait annoncé qu'il ferait rentrer les boys à la maison : il le fait, et ce sont ceux qui ont le plus critiqué les USA de s'être mêlés de tous les conflits du monde qui lui reprochent, à présent, de s'en retirer...

Ce journaliste vraiment « très bien informé » sait que « *les événements qui se déroulent dans le nord de la Syrie [...] prennent leur origine directe dans un coup de fil entre Donald Trump et le président turc Recep Tayyip Erdoğan* ».

Or, il y a une autre explication : Donald Trump a vite compris que l'assaut donné à la Syrie par cet allié désormais aussi peu fiable que dangereux qu'est la Turquie d'Erdoğan (un Frère musulman dictatorial qui rêve de reconstituer l'Empire ottoman) se heurtera non seulement aux Kurdes syriens, plutôt gauchistes, mais aussi à l'armée syrienne très aguerrie, et surtout à la Russie.

Dans cette affaire, il n'y aura que des « vainqueurs » : Erdoğan dira qu'il a établi une zone de sécurité anti-YPG/PYD kurde à sa frontière sud-ouest ; Trump dira qu'il a retiré ses soldats mais qu'il n'y a pas eu de génocide kurde ; El-Assad dira qu'il a stoppé l'avance turque, et la Russie de dira rien – comme souvent – mais comptera les points de sa remarquable réussite stratégique : elle gardera ses quatre bases navales et aériennes en Méditerranée.

Des médias superficiels se sont dits surpris du virage à 180° effectué par les Kurdes de Syrie du fait de leur rapprochement si rapide avec El-Assad, alors que leur relative autonomie était le fruit d'un accord très officiel avec Damas, pour prix de leur engagement contre les islamistes.

Qualifier, comme le fait *France Inter*, Donald Trump de « *président encombrant et dysfonctionnel* », peut-être un jour destitué, est aller bien vite en besogne et passer sous silence le vrai problème de notre Président à nous, Français : celui des neuf postes français (dont huit décidés par Emmanuel Macron) pris au piège du nord syrien, selon l'agence de presse turque *Anadolu*, et qu'il aurait fallu dégager depuis trois semaines à la fin de leur mission officielle contre Daech.

Renversement d'alliance en Syrie



Les conséquences de l'invasion du nord de la [Syrie](#) par la Turquie ne se sont pas fait attendre. Les Kurdes, conscients de leur incapacité à résister longtemps à l'armée turque, se sont tournés vers Moscou et Damas afin que l'armée syrienne fasse mouvement vers la zone de combat pour faire tampon et éviter un bain de sang dont ils feraient les frais.

C'est une rude capitulation pour ceux qui avaient profité de la faiblesse de l'armée syrienne et avait passé un accord avec elle, dès 2012, pour se battre contre les terroristes islamistes dans le nord et le nord-est de la Syrie. Les Kurdes avaient ensuite trahi cet accord et proclamé l'autonomie d'une sorte de Kurdistan syrien, bien que les populations arabes soient majoritaires dans la région.

Rappelons que les Kurdes, qui n'ont historiquement aucune origine syrienne, ont alors appliqué une politique très dure à l'encontre des populations non kurdes : expulsion de maisons et de villages au profit de familles kurdes, enseignement obligatoire en langue kurde, surveillance étroite du clergé chrétien notamment. Plusieurs écoles publiques, refusant d'enseigner en langue kurde, ont dû fermer leurs portes. Les écoles chrétiennes, encore actives dans la région, avaient alors accueilli de nombreux élèves arabes (musulmans et chrétiens) chassés de ces écoles, car les Kurdes n'avaient pas osé s'attaquer à elles.

Les témoignages sont multiples sur le sujet et le journal *Le Monde* s'en faisait encore l'écho dans son édition du 15 octobre. Ces comportements ne sont guère surprenants de la part de ceux qui furent les aides zélées des Ottomans lors des génocides arménien et assyro-chaldéen, mais ils ont provoqué un rejet très important de la part des populations arabes. La haine s'est durablement installée entre les deux communautés. Ceci explique pourquoi de nombreux villages arabes ne se sont pas défendus contre l'armée turque, heureux d'être libérés du joug kurde.

L'armée syrienne, depuis cet appel au secours des YPG (organisation armée des Kurdes), progresse vers le nord. Elle est entrée dans Manbij, précédemment occupée par les Américains, et dans Tabqa, occupée par les Kurdes, d'où elle pourra reprendre le contrôle de la plus grosse centrale hydro-électrique de Syrie. Elle se rapproche aussi de la frontière turque, notamment à Kobané et à Tall Tamer, tout prêt des zones de combat qui opposent, en ce moment, l'armée turque et ses supplétifs islamistes syriens aux YPG kurdes.

Prudents, les Russes font accompagner ces mouvements de l'armée syrienne par de nombreuses patrouilles afin d'éviter tout incident entre Turcs et Syriens. À chaque fois que des unités syriennes risquent d'entrer en contact avec des soldats turcs, des forces spéciales russes s'intercalent entre les deux.

Poutine, avec le départ providentiel des Américains, a maintenant toutes les cartes en main. Il doit rencontrer Erdoğan afin d'organiser la suite des opérations, ce qui sera tout de même assez délicat : il faudra, en effet, convaincre les Turcs de quitter la Syrie et, pour que cela soit possible, convaincre les Kurdes de rendre leurs armes lourdes et de passer totalement sous le contrôle de l'armée syrienne. Dans le même temps, il sera nécessaire de se mettre d'accord pour délivrer la dernière province syrienne tenue par les islamistes (Idleb) où les djihadistes font régner une tyrannie sanglante. Accessoirement, le sort des camps regroupant des milliers de combattants de Daech et leurs familles devra aussi être réglé.

Les Russes ont encore du pain sur la planche mais, plus que jamais, ce sont eux les maîtres du jeu.

•